

Unité bidépartementale Eure Orne
12 rue de Melleville
27930 ANGERVILLE LA CAMPAGNE

ANGERVILLE LA CAMPAGNE, le
15/09/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/09/2022

Contexte et constats

Publié sur



LAFARGE GRANULATS

14-16 boulevard Garibaldi
92130 Issy-les-Moulineaux

Références :
Code AIOT : 0005800053

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/09/2022 dans l'établissement LAFARGE GRANULATS implanté Lieu-dit Le Pot à l'Eau Route de la Garenne 27600 GAILLON. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAFARGE GRANULATS
- Lieu-dit Le Pot à l'Eau Route de la Garenne 27600 GAILLON
- Code AIOT : 0005800053
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société Lafarge Granulats est autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de sables et graviers alluvionnaires , sur la commune de Gaillon.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- phasage
- surveillance des effets sur l'environnement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Liste des installations	Arrêté Préfectoral du 15/05/2008, article 1.2.1	/	Sans objet
2	Garanties Financières	AP Complémentaire du 28/04/2022, article 3	/	Sans objet
3	Durée de l'autorisation	AP Complémentaire du 28/04/2022, article 2	/	Sans objet
4	Phasage de l'extraction	AP Complémentaire du 27/06/2011, article 2	/	Sans objet
5	Plans	Arrêté Préfectoral du 15/05/2008, article 8.3.5	/	Sans objet
6	Emprise de l'extraction	Arrêté Préfectoral du 15/05/2008, article 8.3.4.1	/	Sans objet
7	Epaisseur d'extraction	Arrêté Préfectoral du 15/05/2008, article 8.3.4.4	/	Sans objet
9	Eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 15/05/2008, article 8.1.3	/	Sans objet
10	Rejets d'eau dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 15/05/2008, article 4.2	/	Sans objet
11	Surveillance des effets sur l'environnement	Arrêté Préfectoral du 15/05/2008, article 4.3	/	Sans objet
12	Niveau acoustique	Arrêté Préfectoral du 15/05/2008, article 6.2.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est bien entretenu et aucune non-conformité majeure n'a été relevée.

L'arrêté préfectoral devra faire l'objet, ultérieurement, d'un arrêté préfectoral complémentaire, ceci afin de mettre à jour certaines prescriptions obsolètes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2008, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Liste des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'autorisation porte sur les rubriques de la nomenclature des installations classées suivantes : 2510-1-A : le volume maximal annuel extrait de sables et graviers alluvionnaires est d'environ 350 000 m3, représentant un tonnage maximal annuel de 650 000 tonnes. 2517-1-NC : le volume autorisé est de 13 000 m3.
Constats : En ce qui concerne la rubrique 2510 relative à l'exploitation de carrière, l'exploitant indique, pour l'année 2021, avoir exploité 202 061 tonnes de sables et graviers (déclaration Gerep faite le 24/01/2022), ce qui est conforme à la prescription. Pour la rubrique 2517, le volume autorisé dans l'arrêté préfectoral est de 13 000 m3. Cependant, un changement de nomenclature est intervenu dans l'intervalle, la rubrique ayant maintenant des seuils en surface (et non plus en volume) : - seuil de la Déclaration entre 5000 et 10 000 m2, - seuil de l'Enregistrement supérieur à 10 000 m2. Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué avoir effectué la déclaration de fonctionnement au bénéfice des droits acquis en 2014, et à montré un courrier en ce sens concernant les sites de Bernières-sur-Seine et Gaillon. Toutefois, le site de Gaillon bénéficiant de deux autorisations (carrière et installation de traitement), et aucune différence n'ayant été faite pour les deux sites, le récépissé administratif n'a été délivré que pour l'installation de traitement. L'exploitant veillera à redonner la surface au sol concernée par la rubrique 2517, et l'arrêté préfectoral sera mis à jour ultérieurement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Garanties Financières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/04/2022, article 3
Thème(s) : Situation administrative, Garanties Financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le montant des garanties financières à constituer est de 152 134 euros.
Constats : L'exploitant a transmis le 30 mai 2022 l'acte de renouvellement des garanties financières, d'un montant de 152 134 euros.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Durée de l'autorisation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/04/2022, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Durée de l'autorisation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La durée d'autorisation d'exploiter de la carrière de Gaillon, est prorogée d'une durée de deux ans, soit jusqu'au 15 mai 2025.
Constats : L'exploitant a indiqué qu'il diminuait le rythme de la production de manière à avoir du matériaux à extraire jusqu'en 2025. Un dossier de demande de prolongation de la carrière de Gaillon est en cours d'élaboration et sera <i>a priori</i> déposé en 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Phasage de l'extraction

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/06/2011, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de phasage de l'extraction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'extraction est réalisée en phases successives conformément au plan de phasage d'exploitation et de réaménagement du site annexé à l'arrêté [annexe 4 : plans de phasage des travaux et de remise en état du site, non repris ici]. La superficie maximale d'une phase d'exploitation sera d'environ 4 ha.
Constats : Le plan d'exploitation indique que l'extraction s'effectue de manière successive, tout comme le réaménagement. La visite sur site a permis de confirmer le sens du phasage conformément à l'arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2008, article 8.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Plans
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un plan d'échelle adapté à la superficie de l'exploitation 1/ 2500 ^{ème} , envoyé à l'inspection des installations classées, est établi et mis à jour tous les ans, sur lequel sont reportés : <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,- les bords de fouille (avancement de l'exploitation),- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,- la position des ouvrages situés en surface et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. Doivent également apparaître de manière distincte sur ce plan : <ul style="list-style-type: none">- les zones en cours d'exploitation,- les zones exploitées et réaménagées et la nature du réaménagement effectué,- les zones exploitées en cours de réaménagement,- les futures zones à exploiter.
Constats : Le dernier plan d'exploitation date du 17 mai 2022 et contient les éléments attendus.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Emprise de l'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2008, article 8.3.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Emprise de l'extraction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le périmètre d'extraction comprend des zones de renonciation : <ul style="list-style-type: none">- une enclave de 3,4 ha- une zone de 2,8 ha de pelouses des lisières Nord et Est du bois du Pot à l'Eau. Ces zones seront clôturées et bornées afin d'assurer leur maintien et leur pérennité avant le début de l'exploitation. La bande des 10 m est autorisée à l'exploitation en limite de ces deux zones. Cependant, la pente d'extraction est réalisée à 45 %. Le plan de phasage en annexe 4 (non repris ici) permet de localiser les deux zones. L'exploitant est tenu de réaliser la gestion et l'entretien de ces zones afin d'en garantir la pérennité durant la durée de l'autorisation.
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué que la gestion et l'entretien de zones de renonciation étaient gérées via une convention avec le conservatoire d'espaces naturel de Normandie, qui met notamment des boucs sur l'enclave, de façon périodique. Les deux zones de renonciation ont été constatées lors de la visite du site. Des clôtures sont visibles sur la zone de 2,8 ha.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Epaisseur d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2008, article 8.3.4.4
Thème(s) : Risques chroniques, Epaisseur d'extraction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'épaisseur maximale d'extraction est de 8 mètres. Le gisement ne sera pas exploité sous la cote absolue d'extraction + 3 m NGF .
Constats : Le plan d'exploitation en date de 17 mai 2022 indique une cote minimale de 5,43 m NGF, conformément à l'arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2008, article 8.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux de ruissellement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>De manière à assurer la protection du plan d'eau, un fossé imperméabilisé est réalisé parallèlement à la VC N°13 afin de collecter les eaux de la chaussée et acheminer tout liquide polluant déversé accidentellement sur la chaussée, vers un bassin étanche de 100 m3, aménagé à l'Ouest du périmètre d'exploitation. La capacité utile de ce bassin devra demeurer en toutes circonstances, au minimum égale à 80 m3. Les eaux de pluie transitant par ce bassin devront être dirigées vers le ru du "Pont-Maillot". Les rejets respectent les valeurs limites fixées au point 4.2 du présent arrêté. Le fossé est maintenu en bon état de propreté.</p> <p>Le ru du "Pont-Maillot" est détourné vers le plan d'eau (bassin) recevant les eaux pluviales de la zone artisanale de Gaillon, situé au Nord-Ouest du site d'extraction, sur la parcelle AT 3.</p> <p>Un merlon est présent en périphérie du site sur les parties en exploitation de manière à éviter le ruissellement des eaux vers la carrière.</p> <p>Constats : Le jour de la visite, le fossé a été constaté parallèlement à la VC n°13, arrivant vers un bassin. Le fossé était vide et le bassin peu rempli.</p> <p>Ce bassin reçoit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les eaux issues des installations de traitement des matériaux de la carrière, via le fossé ; - les eaux de ruissellement sur la chaussée du VC n°13, via le fossé ; - les eaux du ru du "Pont Maillot". <p>L'exploitant a rappelé que l'objectif du fossé est d'empêcher de polluer le plan d'eau à vocation écologique (issu de l'extraction et prévu dans le réaménagement) par les eaux de chaussées potentiellement polluées qui pourraient s'écouler sur le périmètre de la carrière, en retenant ces eaux dans le fossé puis dans le bassin.</p> <p>Toutefois, l'exploitant indique que les eaux de pluie transitant vers ce bassin ne sont pas dirigées vers le ru du "Pont Maillot" mais que c'est le ru qui se dirige vers le bassin, après des travaux réalisés par l'agglomération Seine-Eure. Les eaux du bassin sont ensuite redirigées au nord du site au niveau de la zone artisanale de Gaillon, tel que prévu dans l'arrêté préfectoral.</p> <p>L'exploitant ne mesure donc pas les rejets issus du bassin, car contenant notamment les eaux de chaussée et celle issues du ru du "Pont Maillot", dont il n'a pas la maîtrise. Il mesure néanmoins, dans le cadre de l'arrêté préfectoral de l'installation de traitement voisine du site de la carrière, les rejets d'eau en sortie du déshuileur (au niveau de l'aire étanche) qui se dirigent ensuite vers le fossé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Rejets d'eau dans le milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2008, article 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets d'eau dans le milieu naturel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel, notamment les eaux en sortie de séparateurs à hydrocarbures, respectent les prescriptions suivantes : <ul style="list-style-type: none">- pH $5,5 < \text{pH} < 8,5$- Température $< 30\text{ }^{\circ}\text{C}$- Matières en suspension totales (MEST) $< 35\text{ mg/l}$- Demande chimique en oxygène (DCO) sur effluent non décanté $< 125\text{ mg/l}$- Hydrocarbures $< 5\text{ mg/l}$
Constats : Il n'y a pas de séparateur à hydrocarbures sur le site de la carrière de Gaillon, et comme vu précédemment, les eaux canalisées issues du bassin de ruissellement contiennent également des rejets dont l'exploitant n'a pas la maîtrise (eau de chaussée, eau issu du ru du "Pont Maillot"). Par conséquent, cette prescription ne s'applique pas.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Surveillance des effets sur l'environnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2008, article 4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des effets sur l'environnement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les ouvrages visant à surveiller la qualité des eaux souterraines et désignés ci-après sont réalisés et maintenus en bon état : <ul style="list-style-type: none">- 4 piézomètres implantés suivant le plan fourni en annexe 2 de l'arrêté.- 1 correspondant au captage d'alimentation en eau potable de Saint Aubin Le suivi des eaux superficielles est réalisé par prélèvement direct au niveau du plan d'eau. Les paramètres suivis et les fréquences d'analyses sont définis dans le tableau [non reproduit ici].
Constats : L'exploitant a fourni le dernier rapport de visite de la société Kalité'o, qui est intervenu le 19 mai 2022 sur site pour surveiller la qualité des eaux, notamment dans les 4 piézomètres et dans le plan d'eau. L'exploitant a indiqué que le captage d'alimentation en eau potable de Saint Aubin est fermé, qu'il ne s'agit que d'une pompe de reprise pour augmenter le flux sur le réseau d'eau potable. Le rapport ne relève pas de non conformité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Niveau acoustique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2008, article 6.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des niveaux sonores
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant fait réaliser dès l'ouverture de la carrière et ensuite tous les trois ans et à ses frais, une mesure des niveaux d'émissions sonores et des émergences par une personne ou un organisme qualifié selon une procédure et aux emplacements les plus représentatifs des bruits émis par son établissement après accord de l'inspection des installations classées.
Constats : La dernière campagne de mesure date des 24 et 25 juin 2020, réalisée par l'APAVE. Les mesures relevées aux deux points en Zone à Émergence Réglementée (ZER) et aux six points en limites de sites ont montré des résultats conformes à la réglementation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet